

# L'antisémitisme islamique en France : vers un nettoyage ethnique



- Des graffitis sur les maisons appartenant à des Juifs avertissent les propriétaires de « fuir immédiatement » s'ils veulent survivre. Des lettres anonymes avec des balles réelles sont déposées dans des boîtes aux lettres de juifs.
- Les lois visant à punir les menaces antisémites sont désormais utilisées pour réprimer ceux qui dénoncent les menaces. Une nouvelle édition d'un manuel d'histoire pour élèves de quatrième indique explicitement qu'en France il est interdit de critiquer l'islam.
- Les juifs français qui peuvent quitter le pays, s'en vont. La plupart des départs sont hâtifs ; De nombreuses familles juives vendent leurs maisons en dessous du prix du marché. Des quartiers juifs qui prospéraient sont maintenant au bord de l'extinction.
- « Le problème est que l'antisémitisme aujourd'hui en France vient moins de l'extrême droite que des individus de foi ou de culture musulmane ». – Manuel Valls, ancien Premier ministre.

Vendredi 12 janvier 2018. Sarcelles. Une ville dans la banlieue nord de Paris. Une jeune fille de 15 ans revient du lycée. Elle porte une étoile de David et une tenue d'école juive. Un homme l'attaque avec un couteau, lui taillade le visage et s'enfuit. Elle sera défigurée le reste de sa vie.

Le 29 janvier, toujours à Sarcelles, un garçon de 8 ans portant une kippa est frappé à coups de pied et de poing par deux adolescents.

Un an plus tôt, en février 2017, à Bondy, deux jeunes juifs portant eux aussi des kippas avaient été gravement agressés à l'aide de bâtons et des barres de fer. L'un des deux a eu des doigts coupés à la scie à métaux.

Plus tôt encore, à Marseille, un enseignant juif a été attaqué à coups de machette par un lycéen qui a dit vouloir « décapiter un juif ». L'enseignant a utilisé la Torah qu'il portait dans ses mains pour se protéger. Il a survécu mais a été grièvement blessé.

En France, les attaques antisémites se multiplient.

La plupart ont lieu en pleine rue. Et les juifs savent qu'ils doivent être prudents.

Certaines attaques ont lieu dans les domiciles des personnes attaquées.

En septembre 2017, Roger Pinto, président de Siona, une organisation pro-israélienne connue en France, a été battu et détenu pendant des heures par des gens entrés chez lui par effraction.

Sarah Halimi, une vieille dame juive, a été agressée et torturée dans son appartement de Paris, puis jetée de son balcon.

Le 18 janvier 2018, six jours après l'attaque au couteau à Sarcelles, un membre de la communauté juive de Montreuil, à

l'est de Paris, a été torturé toute la nuit par deux hommes qui sont entrés par la fenêtre et se sont saisis de lui pendant qu'il dormait.

Des graffitis sur les maisons appartenant à des juifs avertissent les propriétaires de « fuir immédiatement » s'ils veulent survivre. Des lettres anonymes avec des balles réelles sont déposées dans des boîtes aux lettres de juifs et indiquent que la prochaine balle sera tirée dans la tête du destinataire.

Le mot "Juif" est peint en lettres majuscules sur les boutiques et les restaurants juifs. Le jour du troisième anniversaire d'une attaque contre un supermarché casher à Paris, un autre magasin casher a été incendié et détruit.

"Un acte raciste sur trois commis en France ces deux dernières années a été commis contre un juif, alors que les juifs représentent désormais moins de 1 % de la population française", note le dernier rapport remis au gouvernement français par le Service de protection de la communauté juive.

"L'antisémitisme a tellement augmenté récemment", ajoute le rapport, "que les actes d'agression qui ne provoquent aucune blessure ne sont plus signalés » : les victimes se sentent impuissantes et ont peur des représailles si elles portent plainte.

Les juifs français qui peuvent quitter le pays, s'en vont.

Ceux qui n'ont pas encore décidé de partir ou qui n'en ont pas les moyens financiers déménagent dans des quartiers plus sûrs.

La plupart des départs sont hâtifs. De nombreuses familles juives vendent leurs maisons en dessous du prix du marché. Certaines familles se retrouvent dans des appartements trop petits, mais préfèrent l'inconfort au risque d'être agressé ou tué.

La communauté juive française est encore la plus importante d'Europe, mais elle diminue rapidement. En 2000, elle était estimée à 500 000 membres, mais le chiffre est maintenant inférieur à 400 000, et en baisse constante. Des quartiers juifs qui prospéraient sont maintenant au bord de l'extinction.

“Ce qui se passe, c'est un nettoyage ethnique qui n'ose pas parler de son nom : dans quelques décennies, il n'y aura plus de juifs en France”, selon Richard Abitbol, président de la Confédération des Juifs et amis d'Israël.

Sans les juifs de France, la France ne serait plus la France, a déclaré l'ancien Premier ministre Manuel Valls en 2016. Mais il n'a pas agi.

Récemment, il a dit qu'il avait fait de son mieux, qu'il n'aurait pas pu faire plus. “Le problème”, a-t-il noté, “est que l'antisémitisme aujourd'hui en France vient moins de l'extrême droite que des individus de foi ou de culture musulmane”.

Il a ajouté qu'en France, depuis au moins deux décennies, toutes les attaques contre les juifs dans lesquelles l'auteur a été identifié venaient de musulmans et que les attaques les plus récentes ne faisaient pas exception.

Il a rapidement subi les conséquences de sa franchise. Il a été poussé vers les marges de la vie politique. Des sites internet musulmans l'ont qualifié d'"agent du lobby juif" et de "raciste". D'anciens dirigeants de son propre parti, comme l'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, ont déclaré que la femme de Valls était juive et ont laissé entendre qu'il était « sous influence ».

En France, dire la vérité sur l'antisémitisme islamique est dangereux. Pour un politicien, c'est suicidaire.

Les politiciens français, de droite ou de gauche, savent que

le politiquement correct règne, et que transgresser ses règles non écrites conduit à être exclu des médias et effectivement ostracisé. Ils savent que certains mots ne peuvent plus être utilisés en France, et que les organisations « antiracistes » veillent à ce que personne ne puisse critiquer l'Islam.

Une nouvelle édition d'un manuel d'histoire pour élèves de quatrième indique explicitement qu'en France il est interdit de critiquer l'Islam, et cite une décision de justice pour étayer ce qui est écrit.

Les politiciens français voient que le nombre de musulmans en France est maintenant si haut qu'il est pratiquement impossible de gagner une élection sans le vote musulman, et que la différence de taux de natalité entre musulmans et non-musulmans aggravera encore cet état de fait dans les années à venir.

Les politiciens français voient aussi que les 600 « zones de non droit » du pays sont en pleine croissance ; que les musulmans radicalisés peuvent tuer, et que de violentes émeutes peuvent éclater à tout moment. En France, plus de 500 personnes ont été assassinées, blessées ou mutilées par des terroristes islamistes en moins de quatre ans.

Les politiciens français constatent également que des vagues de migrants venus du Moyen-Orient et d'Afrique ont créé des bidonvilles échappant largement au contrôle de la police ; que les prisons françaises sont sur le point d'exploser, et que les juifs n'ont aucun poids électoral et sont essentiellement impuissants.

Ils choisissent donc l'inertie, le déni, la lâcheté.

Dans les quartiers musulmans français, des imams islamistes dénoncent la « mauvaise influence » des juifs et propagent des théories antisémites de conspiration. Les politiciens français restent silencieux.

Les librairies islamiques en France vendent des livres interdits ailleurs, tels que les frauduleux Protocoles des Sages de Sion, et des CD et DVD où sont reproduits les discours antisémites violents de prédicateurs radicaux tels que Yussuf al-Qaradawi, le chef spirituel des Frères musulmans, à qui il est interdit d'entrer en France et aux Etats-Unis, un homme qui dit qu'il regrette qu'Hitler n'ait pas "fini le travail". Les politiciens français restent silencieux.

Aucune synagogue en France n'a été attaquée depuis 2014, mais elles sont toutes gardées 24 heures sur 24 par des [soldats](#) armés, pourvus des gilets pare-balles et protégés derrière des sacs de sable, tout comme les écoles et les centres culturels juifs.



Sur la photo: des soldats français gardent une école juive à Paris. (Photo par Jeff J Mitchell / Getty Images)

En parallèle, les lois visant à punir les menaces antisémites sont désormais utilisées pour réprimer ceux qui dénoncent les menaces.

Il y a six ans, l'écrivain Renaud Camus publiait *Le Grand Remplacement*, un livre notant que non seulement les juifs et les chrétiens sont remplacés par des musulmans, mais que les non musulmans sont souvent harcelés et persécutés. Il a déploré la destruction des églises et a décrit les attaques contre les juifs comme un "pogrom lent". Il a été condamné pour "incitation à la haine".

Récemment, le journaliste Éric Zemmour a observé que dans les quartiers musulmans, les musulmans vivent maintenant « selon leurs propres lois » et forcent les non-musulmans à partir. Il a été reconnu coupable lui aussi d'"incitation à la haine" et condamné à une lourde amende.

Un journaliste israélien a récemment réalisé un documentaire sur les quartiers musulmans français et a expliqué que les Frères musulmans et d'autres organisations islamistes radicales accroissent leur emprise sur les communautés musulmanes françaises, propagent la haine envers les juifs et l'Occident et ont ouvert de nombreuses écoles où le djihad est enseigné.

Le gouvernement français, a-t-il ajouté, finance ces écoles et est donc complice de la dissémination d'éléments d'une dévastation qui pourrait aisément aller au-delà de la destruction des juifs de France. "L'occupation de l'Occident", a-t-il souligné, "se fera sans guerre mais silencieusement, par l'infiltration et la subversion". Aucune chaîne de télévision française n'a diffusé le documentaire et n'envisage de le faire. Et le documentaire a été diffusé seulement en Israël.

Des manifestations anti-israéliennes en France soutiennent explicitement le terrorisme. Des gens y crient "Mort aux juifs", mais ne sont jamais incriminés, eux, pour "incitation à la haine".

Les sondages montrent que la dissémination sans entraves de

l'antisémitisme musulman et la violence qui en résulte conduisent à une montée généralisée de l'antisémitisme qui rappelle clairement les périodes sombres de l'histoire.

Un pourcentage croissant de Français disent que les juifs en France sont « trop nombreux » et « trop visibles ».

Des rapports remis au ministère de l'Education nationale révèlent que des expressions telles que « Ne fais pas ton juif », destinées à critiquer un étudiant qui cache ce qu'il pense, sont largement utilisées dans les écoles publiques. Les élèves juifs sont de plus en plus souvent l'objet de moqueries – et pas seulement de la part d'élèves musulmans.

Voici peu, l'humoriste Laura Laune a été la gagnante de l'émission « La France a un incroyable talent ». Certaines de ses blagues font rire du fait qu'il y avait moins de juifs dans le monde en 1945 qu'en 1939. Les organisations juives ont protesté, mais en vain. Maintenant, elle se produit dans des salles comblées. L'humoriste antisémite Dieudonné continue à remplir les vastes lieux où il se produit.

Récemment, la prestigieuse maison d'édition française Gallimard a voulu rééditer les écrits antisémites de Louis Ferdinand Céline, un admirateur français de l'Allemagne nazie et un fervent défenseur de l'extermination des juifs d'Europe sous le régime de Vichy. Le Premier ministre français, Edouard Philippe, s'est dit favorable à la réédition et a souligné que l'on ne peut nier la « position centrale de Céline dans la littérature française ». Le célèbre chasseur nazi Serge Klarsfeld a répondu que les écrits qui ont envoyé ses parents à la mort « ne doivent pas être à nouveau disponibles ». Gallimard a reporté la réédition.

Il y a quelques années, le « devoir de mémoire » envers ce qui avait été fait aux juifs en Europe faisait l'objet de nombreux articles. Le 27 janvier dernier, Journée internationale du

souvenir de l'Holocauste, pas un seul journal français n'a mentionné quoi que ce soit.

Le Président français Emmanuel Macron lui-même est resté silencieux. Il s'est contenté de publier un tweet évoquant "Auschwitz" et la nécessité de "préserver la paix, l'unité et la tolérance". Il n'a pas dit un mot sur les juifs ou l'Holocauste. Il est difficile de voir en France où "la paix, l'union et la tolérance" sont aujourd'hui – surtout pour les juifs français.

**Guy Millière**

<https://fr.gatestoneinstitute.org/11984/france-islam-antisemitisme>